



AOÛT 2022 | NUMÉRO 12

Note d'apprentissage de la SLH

Effet des aléas climatiques sur les pratiques d'hygiène et d'assainissement en milieu rural au Burkina Faso

Ruhil Iyer et Léa Pare Toe



Un village dans la région de l'Est du Burkina Faso. *Crédit photo* : Dr Léa Pare Toe

1. Introduction

Dans un monde où plus de deux milliards de gens n'ont pas accès à un assainissement de base, le changement climatique vient encore ajouter un élément de complexité qui creuse les inégalités existantes et met en exergue les vulnérabilités. L'interconnexion entre l'accès et l'utilisation des services d'hygiène et d'assainissement d'une part et les effets du changement climatique d'autre part peut être liée à des changements systémiques, des changements de comportement, des normes sociales et beaucoup d'autres facteurs.

Bien que le changement climatique soit une source d'inquiétude majeure pour le secteur, l'assainissement rural reste négligé dans les discussions plus larges sur les effets du climat sur les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH). De plus, les personnes, les ménages et les communautés vulnérables qui vivent au quotidien avec les effets du changement climatique dans le domaine de l'assainissement ne parviennent pas à se faire entendre. Au cours de [recherches antérieures](#) entreprises par la Sanitation Learning Hub (SLH) à l'IDS et l'Institute for Sustainable Futures – University of Technology Sydney (ISF-UTS), beaucoup de praticiens ont exprimé le besoin de créer un référentiel regroupant les expériences des particuliers et des communautés confrontés à ces questions afin d'élaborer des orientations pour la conception d'une programmation sur un assainissement résilient au climat (Kohlitz et Iyer 2021).

En réponse à ce souhait, ces recherches cherchent à :

1. Colliger les données probantes sur les effets directs et indirects que les aléas climatiques exercent sur les pratiques d'hygiène et d'assainissement en milieu rural.
2. Utiliser des méthodes de recherches participatives pour comprendre les réalités et les expériences locales.
3. Explorer la possibilité d'intégrer une réflexion sur le climat dans la programmation relative à l'assainissement et l'hygiène en milieu rural en pilotant et en mettant à l'épreuve des interventions pertinentes pour augmenter la résilience de l'assainissement face au climat.
4. Faciliter l'apprentissage et le partage avec des partenaires au sein des régions étudiées pour réfléchir aux recommandations fondées sur la preuve en matière de programmation.

Cette recherche a été menée dans trois pays différents. Dans chaque pays, l'axe d'étude a été décidé en collaboration avec le partenaire national de mise en œuvre (voir plus bas). Ensemble, ils se sont penchés sur les objectifs de recherche cités plus haut, même si tous les pays ne se sont pas concentrés sur chacun des objectifs.

L'étude de cas 1 au Burkina Faso s'est axée sur l'examen des effets directs et indirects du changement climatique sur les pratiques d'assainissement et les implications pour la programmation dans la région de l'Est, et plus généralement à l'échelle du pays.

L'étude de cas 2 au Laos s'est axée sur l'essai d'outils adaptés relevant de l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) pour tenir compte de considérations liées au risque climatique dans la programmation de l'assainissement en milieu rural.

L'étude de cas 3 au Bangladesh s'est axée sur l'utilisation d'une approche d'analyse participative des vulnérabilités pour mieux comprendre les vulnérabilités associées à l'assainissement durant les stress et les chocs climatiques et tenter d'y répondre.

Cette étude de cas décrit les résultats des recherches menées au Burkina Faso par l'Institut de Recherche en Sciences de la Santé (IRSS) en collaboration avec l'UNICEF Burkina Faso, la SLH et l'ISF-UTS.

2. Planter le décor

L'Afrique de l'Ouest et le Sahel connaissent déjà les effets conjugués d'une augmentation des crues, des conditions sèches et d'un stress hydrique agricole et écologique et les experts prévoient une hausse des précipitations intenses et des inondations pluviales (GIEC 2021). Le Burkina Faso est un pays enclavé d'Afrique de l'Ouest qui compte 18 millions d'habitants, dont 70 pour cent vivent en zones rurales (Banque mondiale 2017). Il est confronté à une pléthore de défis présents et à venir ayant trait à l'assainissement d'une part et au climat d'autre part. Le Burkina Faso prévoit une hausse des températures de 3 à 4 pour cent d'ici à 2080-99, donc beaucoup plus élevée que la moyenne mondiale de 1,7 pour cent (Banque mondiale s.d.)

Par ailleurs, le Burkina Faso doit faire face à un défi majeur en ce qui concerne les pratiques d'hygiène et d'assainissement. D'après des estimations de 2020, en zones rurales, 54,72 pour cent des habitants pratiquent encore la défécation à l'air libre et seuls 13,46 pour cent ont accès à des installations sanitaires de base (OMS et UNICEF 2020). En ce qui concerne l'hygiène, seuls 5,46 pour cent des ménages ruraux disposent d'installations élémentaires de lavage des mains (un poste de lavage des mains avec du savon) (Ibid).

En 2006, le gouvernement national a adopté une politique en matière d'eau et d'assainissement baptisée Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement² qui formalisait la gestion décentralisée des services d'EAH en zones rurales et permettait aux communes (municipalités/districts) d'assumer la prestation de ces services.

La région de l'Est a été retenue pour ces recherches car elle connaît à la fois des températures élevées, de fortes pluies, des poches de sécheresse et une pénurie d'eau (PNUD s.d.). Par ailleurs, l'UNICEF gère actuellement un programme d'hygiène et d'assainissement dans la région, pour promouvoir l'accès à l'assainissement grâce à l'ATPC et elle entretient des relations

étroites avec les autorités locales, les parties prenantes non gouvernementales et les communautés.

Le but de l'étude de cas était d'élargir le référentiel de données probantes concernant les effets du changement climatique sur les programmes et les pratiques d'hygiène et d'assainissement en zones rurales au Burkina Faso et sur les adaptations concrètes permettant d'accroître la résilience et de faire en sorte que les communautés soient mieux préparées pour conserver des comportements d'assainissement améliorés lors d'un épisode de stress climatique et par la suite. L'accent a été mis sur les dimensions sociales des impacts, en explorant les vulnérabilités et les aspects comportementaux de l'accès à l'assainissement et de son utilisation. Par ailleurs, les recherches ont identifié les effets que le changement climatique exerce déjà sur les efforts actuels de programmation dans des contextes ruraux. À cette fin, ces recherches ont exploré les questions suivantes :

1. Comment les aléas climatiques ont-ils un impact sur les pratiques d'assainissement dans les villages ruraux ?
2. Comment les praticiens vivent-ils les effets du changement climatique sur la programmation de l'assainissement en milieu rural ?
3. Comment la programmation pourrait-elle renforcer les services d'assainissement en zones rurales et la résilience des communautés ?

3. Qu'avons-nous fait : recherche et apprentissage participatifs

Quatre villages de la province de Fada Gourma dans les communes de Diabo et Tibga ont été retenus, là où UNICEF était présente. Les villages étaient à différents stades de l'obtention du statut de Fin de défécation à l'air libre (FDAL). Deux villages avaient fait l'objet d'un déclenchement, un avait été déclaré FDAL et le dernier n'avait, pour l'heure, bénéficié d'aucune intervention.

Dans les quatre villages, le chef du projet de recherches, l'IRSS, a organisé 22 discussions participatives avec des groupes constitués en moyenne de dix personnes. L'équipe a eu recours à des schémas d'impact et à la cartographie des aléas climatiques lors de chaque discussion pour comprendre les effets du climat sur l'assainissement des particuliers, des ménages et de la communauté tout au long de l'année. Cela a aussi permis de comprendre les différents effets en fonction des groupes de personnes, dans quelle mesure la priorité est donnée à l'assainissement pendant et après un phénomène lié au climat et les mécanismes locaux actuels pour faire face aux effets et s'y adapter.

- Les schémas d'impact (Kohlitz *et al.* 2020a) ont permis de saisir les conséquences des aléas climatiques sur les caractéristiques locales et sur divers aspects du quotidien des populations, notamment la santé, les infrastructures des ménages et les moyens d'existence. Cela a permis de déterminer les liens entre les aléas climatiques et l'assainissement et de les mettre en lumière, pour ensuite diriger une discussion sur la place de l'assainissement dans une liste de priorités. Cette activité a été entreprise avec des groupes séparés d'hommes et de femmes afin de comprendre les différences entre les rôles et attributions des deux sexes.
- Les communautés ont pris part à la cartographie des aléas climatiques en dessinant une carte de l'endroit où elles vivent, en identifiant les lieux où les aléas climatiques affectent leur communauté (p. ex. l'endroit où surviennent les inondations, les glissements de terrain, etc.) puis en discutant de quelles façons ces effets affectent l'accès à l'assainissement de diverses personnes (Kohlitz *et al.* 2020b).

1 Indicateurs de suivi des Objectifs de développement durable, Burkina Faso.

2 Programme d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement du Burkina Faso, Banque mondiale <https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/project-detail/P164345>.



Échanges avec des femmes du village durant l'activité de schéma d'impact. *Crédit photo* : Équipe de recherche de l'IRSS, Burkina Faso

Ces discussions ont permis de saisir le savoir tacite et les expériences vécues concernant les effets du climat sur les pratiques d'assainissement et d'hygiène ; elles ont contribué à décortiquer la complexité qui caractérise ces expériences et ont veillé à impliquer les membres de la communauté dans l'évaluation de leur situation en matière d'hygiène et d'assainissement. Les chercheurs ont ensuite présenté aux groupes communautaires les résultats des deux activités afin de garantir la transparence.



Discussion en groupes de réflexion participatifs masculins. *Crédit photo* : Équipe de recherche de l'IRSS, Burkina Faso

Outre des discussions en groupes participatifs, les chercheurs ont mené des entretiens semi-structurés avec les dirigeants communautaires et les aînés dans les villages cibles, pour tenter de comprendre l'évolution du climat ainsi que les défis qu'elle pose aux communautés et comment elles y répondent.

De plus, des entretiens semi-structurés ont été organisés avec le personnel des organisations de la société civile basées dans la région afin de comprendre les impacts précis sur la programmation en matière d'hygiène et d'assainissement et leurs préoccupations concernant le risque climatique et la préservation des résultats en matière d'assainissement.

Les chercheurs ont mené des travaux de terrain entre juillet et septembre 2021. Une approbation éthique a été accordée à l'Institute of Development Studies au Royaume-Uni et à l'IRSS au Burkina Faso. Les précautions à prendre face à la COVID-19 ont été suivies et toutes les activités ont été réalisées conformément aux consignes gouvernementales.

Une fois les travaux de terrain achevés, l'UNICEF Burkina Faso, le bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre et les chercheurs de l'IRSS, de l'ISF-UTS et de la SLH ont tenu deux ateliers en ligne pour s'entretenir des résultats et pour identifier de concert les recommandations et les réponses programmatiques dans la région de l'Est du Burkina Faso ainsi que les implications pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest.

4. Qu'avons-nous appris : effet sur les pratiques d'hygiène et d'assainissement

Dans les quatre villages étudiés, les villageois se heurtent à deux principaux aléas climatiques : des précipitations intenses et imprévisibles qui provoquent des inondations et un début de désertification avec des conditions sèches. Ces effets sont transversaux et affectent différents éléments du quotidien des communautés. Parallèlement aux aléas climatiques, les activités humaines dans la région aggravent le dérèglement du climat, ce qui a des répercussions sur l'assainissement et l'hygiène. Parmi ces activités figurent la déforestation et l'abattage du couvert végétal, ainsi que l'évolution des pratiques agricoles qui encouragent l'utilisation de pesticides et d'engrais à partir de produits chimiques, ce qui affecte la teneur en nutriments du sol et la qualité des eaux souterraines. Pour résumer, la combinaison des aléas climatiques et des activités humaines affecte les pratiques et les comportements d'hygiène et d'assainissement, avec les implications associées pour la programmation. L'une des personnes interrogées a rapporté ce qui suit :

« Beaucoup d'arbres ont disparu, à présent. Nous pouvons dire qu'il y a sept ans, ils existaient encore. Il existait un arbre du nom « TITORE » que nous trouvions ici en grand nombre mais ils ont tous disparu. C'est à cause du manque de pluies. Nous n'avons plus de forêt et c'est pour cela que les arbres ont disparu. Avec les conflits, les gens ont déménagé et ils abattent les arbres de la forêt pour faire des champs. Et puis, les pluies sont rares. »

Les effets recensés sont à la fois directs et indirects. Les effets directs sont ceux qui ont des répercussions immédiates sur les pratiques ou les installations d'hygiène et d'assainissement. Les effets indirects sont ceux qui font qu'il est difficile pour les ménages et les particuliers de donner la priorité à la pratique d'un comportement sûr en matière d'assainissement et d'hygiène. Cela peut englober la perte de moyens d'existence ou de sécurité alimentaire qui fait que les ménages sont contraints de détourner leurs priorités des investissements relatifs à l'hygiène et l'assainissement.

4.1. Effets des précipitations intenses et irrégulières

Effets directs

Les infrastructures des ménages et des latrines ont été endommagées dans chacun des quatre villages. La plupart des superstructures de latrine, faites de bois, de terre et de paille, ne peuvent pas résister à des pluies intenses et finissent par pourrir ou par être endommagées par les termites.

Dans un village ayant fait l'objet d'un déclenchement, on a relevé les propos suivants dans un groupe de discussion masculin.

« Pour construire nos latrines, nous utilisons des matériaux locaux qui ne sont pas très résistants face aux pluies intenses. Ils ne peuvent pas résister car c'est de la terre cuite et du bois sec dont je parle. Comme elles ne peuvent pas résister, les latrines s'effondrent à chaque saison des pluies. Nous les construisons nous-mêmes. Nous faisons de notre mieux. Malheureusement, nous n'avons pas assez d'argent pour les construire en ciment. »

Les villageois ont aussi rapporté que les fosses débordent et s'effondrent en raison des pluies excessives. Là où les latrines sont partiellement endommagées (c.-à-d. que la dalle de bois reste en place mais la terre est lessivée par le ruissellement des eaux), les villageois redoutent qu'elles ne s'effondrent complètement, et renoncent alors à les utiliser. Beaucoup de personnes ont également confié qu'elles étaient moralement épuisées d'avoir à investir du temps et de l'argent dans la reconstruction fréquente des installations. Elles ont aussi fait mention d'une diminution des normes d'hygiène car les eaux de crue se mélangeaient aux déchets solides dans la zone et ont créé des nappes d'eau stagnante où les moustiques pouvaient proliférer. Une personne interrogée, issue d'un village FDAL, a déclaré :

« Ma voisine est une femme âgée. Sa latrine en bois s'est effondrée deux fois. Elle en a eu assez et a baissé les bras. »

Effets indirects

Les habitants ont rapporté une multitude d'effets des pluies et des inondations qui a ensuite eu des répercussions sur les pratiques d'hygiène et d'assainissement. La perte de moyens d'existence liée au fait que les animaux du cheptel tombent malades parce qu'ils n'ont pas assez de terres à brouter ou parce qu'ils sont emportés par les crues s'est révélée très éprouvante. Les habitants connaissent également une perte de revenus et de denrées alimentaires en raison des mauvaises récoltes et d'une baisse des terres cultivables durant les pluies et les inondations. Un accès réduit, voire impossible, aux routes et aux marchés en raison des inondations a également suscité de nouvelles inquiétudes concernant l'accès aux ressources et au soutien dans les villes voisines. On déplorait aussi un fardeau accru sur les femmes, obligées d'aller plus loin pour trouver de l'eau pour les tâches ménagères en raison de la contamination des points d'eau à proximité du fait du débordement des fosses. Ces effets ont affecté la priorité accordée à l'assainissement de plusieurs façons – l'accès réduit aux routes et aux marchés empêche les habitants d'aller chercher des matériaux pour réparer les latrines ; lors des efforts de reconstruction, ils donnent la priorité à la réparation de leur domicile plutôt qu'à celle de leurs latrines et ils préfèrent investir (du temps et de l'argent) dans les denrées alimentaires et les cultures plutôt que dans l'assainissement.

Ainsi, une femme d'un village FDAL a déclaré :

« Les périodes de fortes pluies [font que] les marigots débordent et qu'il devient plus difficile de les traverser et que le passage est très fréquent. Pour emmener les chèvres et les attacher, il faut contourner le marigot et cela prend pas mal de temps. Quand vous rentrez enfin, vous êtes déjà en retard pour d'autres activités et il n'est plus possible de balayer la cour ou de nettoyer la latrine. »

4.2 Effets des épisodes plus secs, des sécheresses et de la désertification en cours

Effets directs

Les villageois se sont déclarés préoccupés par la disponibilité moindre d'eau pour nettoyer et entretenir les latrines et se laver les mains. Cela couvrirait aussi bien les eaux de surface que les eaux souterraines. Des femmes dans un village FDAL ont déclaré : *« durant la saison sèche, le manque d'eau est un problème réel qui nous fait souffrir. Il est très compliqué de nettoyer les latrines et d'assurer leur entretien. »*

Cela a également provoqué un changement dans les habitudes en matière d'utilisation des toilettes et dans les investissements, concernant l'utilisation de papier. « Nous devons réduire le nombre de bains que chaque personne prend. Les gens ne se lavent plus comme ils le faisaient avant. Nous n'utilisons plus d'eau lorsque nous entrons dans une latrine, mais seulement du papier. Nous évitons vraiment de gaspiller l'eau », rapporte une femme dans un village FDAL, alors qu'une femme, dans un village ayant fait l'objet d'un déclenchement, déclare : «

D'autres solutions sont adoptées pendant la saison sèche pour surmonter le problème [de manque] d'eau et les gens utilisent du papier ou des morceaux de bois pour aller aux toilettes. »

Toutefois, dans un village ayant fait l'objet d'un déclenchement, les villageois ont déclaré que la diminution de la brousse et du couvert végétal en raison de la désertification et des conditions sèches sur les sites de défécation à l'air libre a entraîné une demande accrue de toilettes :

« Un recul du couvert végétal a été observé, ce qui sensibilise la population à la nécessité de construire des latrines et d'adopter un comportement positif parce qu'il n'y a plus de buissons où se cacher à proximité. Ce problème a parfois été un déclencheur pour la population. »

Effets indirects

Durant les vagues de sécheresse, les femmes se heurtent à un fardeau accru pour gérer les tâches ménagères comme la cuisine, le ménage et la lessive du fait de la baisse des disponibilités en eau. Ce fardeau est encore rendu plus lourd par un manque d'eau pour les jardins potagers. Les récoltes sont décevantes, ce qui a des implications pour la sécurité alimentaire et celle des moyens d'existence car l'agriculture est à la fois un moyen de se nourrir et de gagner sa vie. De ce fait, il est accordé une priorité moindre à l'eau destinée à gérer des pratiques d'assainissement sûr et les ménages préfèrent investir du temps et des ressources dans la sécurité alimentaire plutôt que dans la gestion de l'assainissement.

Deux personnes, l'une d'un village FDAL et l'autre d'un village ayant fait l'objet d'un déclenchement, déclarent :

« Quand les pluies ne sont pas suffisantes, il y a trop de dégâts. Le maïs que vous voyez a souffert car les pluies avaient cessé. Jusqu'ici, nous continuons de semer des haricots car les pluies ont commencé tard. À cette époque, nous devrions avoir fini tous les semis. »

Avant, il y avait des endroits qui n'étaient pas destinés aux cultures. Maintenant, en raison des piètres moissons et parce que nous craignons un faible rendement, ce champ, qui auparavant était laissé en pâturages, est désormais sarclé et cultivé. Comme toutes les terres sont cultivées, il n'y a nulle part où amener paître les animaux. »

4.3 Mécanismes continus d'adaptation

Bien que ces effets aient, semble-t-il, amené nombre de personnes à revenir à la défécation à l'air libre, certaines ont aussi trouvé d'autres moyens de s'adapter. Les personnes qui sont en mesure d'investir dans des latrines robustes privilégient désormais le ciment en guise de principal matériau de construction. D'autres décident aussi de reconstruire leurs latrines sur des terres plus élevées avec le matériel disponible après chaque saison des pluies et elles choisissent l'implantation de ces installations de manière à mieux les protéger. *« Lorsque ma latrine s'est effondrée, je l'ai reconstruite, mais à un endroit différent de l'ancienne »,* explique une personne interrogée dans un village ayant fait l'objet d'un déclenchement. Toutefois, tout le monde ne peut pas se permettre d'employer des matériaux plus solides.

Dans le village où ont eu lieu des activités de déclenchement, les ménages dont les latrines sont dégradées utilisent les installations des voisins ou reviennent à la défécation à l'air libre, un mélange des deux étant le plus fréquemment signalé. *« Lorsque cela se produit [la latrine s'effondre], grâce à la solidarité entre voisins, les latrines sont partagées, afin que ces personnes ne reviennent pas à leurs vieilles habitudes »,* explique une personne interrogée issue d'un village ayant fait l'objet d'un déclenchement.

Une autre personne issue du même village confie que lorsqu'une latrine s'écroule : *« soit ils [déféquent en plein air] soit ils vont chez le voisin ».* Et d'ajouter : *« cela devient compliqué lorsque*

la latrine du voisin le plus proche s'est elle aussi écroulée. Dans ce cas, il n'y a plus de choix, il faut aller faire ses besoins en plein air. »

Dans le village FDAL, certaines personnes utilisent des toilettes pour se laver de sorte que la même eau peut être utilisée pour nettoyer les toilettes : *« Personnellement, à cause du manque d'eau, je vais souvent me laver dans les toilettes pour que l'eau de ma toilette puisse aussi servir à nettoyer les toilettes. »*

Il est également fréquent que les villageois creusent de nouvelles fosses au lieu de vider et de réutiliser leur fosse actuelle, car bien souvent, les ménages n'ont pas assez d'argent pour payer des services de vidange des fosses qu'ils doivent faire venir de la ville. Ainsi, une personne d'un village FDAL déclare : *« Il y a un vidangeur qui passe souvent par ici pour aller [en ville]. Mais si nous devons faire appel à ces services pour vidanger les latrines pleines, nous n'avons pas d'argent pour cela. On préfère creuser une fosse ailleurs et enlever l'ancienne dalle pour recouvrir la nouvelle fosse. Un tel problème est prévisible car les latrines ne sont pas encore pleines. »*

Dans l'un des villages FDAL, lorsque plusieurs ménages sont affectés, ils se rassemblent pour aider les ménages dont les toilettes sont endommagées pour les reconstruire après les pluies. Dans le village ayant fait l'objet d'un déclenchement, certains ménages barricadent leur cour pour qu'elle ne soit pas inondée par les eaux pluviales qui deviendraient stagnantes ou provoqueraient l'effondrement des fosses.

5. Effet sur la programmation de l'hygiène et l'assainissement

Il existe des indications claires qui montrent les effets que des précipitations intenses et des crues plus fréquentes ainsi que des conditions sèches exercent sur la programmation en matière d'hygiène et d'assainissement et sur les praticiens de la région. Bien qu'aucune mesure spécifique n'ait été entreprise pour lutter contre les effets et les risques du changement climatique, des personnes interrogées ont signalé un certain nombre de préoccupations concernant les besoins et les pratiques en matière d'EAH.

Des disponibilités en eau moindres (eaux de surface et eaux souterraines) pour boire et pour une bonne hygiène du ménage constituent un défi de premier plan. Des sécheresses plus intenses ont entraîné une réduction des disponibilités en eau dans les puits de forage et ont diminué la disponibilité des eaux de surface. Cela fait qu'il est plus difficile d'encourager les particuliers et les ménages à construire des latrines, car l'eau est requise pour construire, utiliser et entretenir l'installation. Ce défi est encore amplifié dans les ménages et les villages qui ne disposent pas d'un puits de forage.

Beaucoup de ménages n'ont pas d'installations sanitaires gérées de manière sûre. Comme les services de vidange sont coûteux, les ménages choisissent de creuser une autre fosse lorsque la première se remplit. Les fosses qui sont pleines sont souvent inondées par les eaux des crues, ce qui engendre un risque majeur pour la santé publique et ce qui vient encore exacerber les risques que présentent les installations qui ne sont pas gérées de manière sûre. Cela fait qu'il devient difficile pour les programmes d'encourager les populations à investir du temps et des efforts de manière assidue dans leurs installations sanitaires.

« Les gens n'ont pas les moyens de construire des latrines qui répondent aux normes. Il convient de souligner que c'est dangereux car, même pour les vider, cela pose un problème de taille. Nous avons des latrines mais, si elles ne sont pas adaptées, on court le risque de revenir à des maladies. »

(Entretien avec un praticien de la région de l'Est)

Les pluies et les inondations entraînent une certaine lassitude envers la programmation relative au changement de

comportement. La détérioration fréquente des infrastructures physiques des latrines érode la motivation à reconstruire les installations. Les ménages baissent souvent les bras car ils n'ont pas les moyens de construire une installation plus solide et il est nécessaire de donner la priorité aux activités agricoles pour compenser l'endommagement des récoltes. Les praticiens expliquent que les gens ne sont pas aussi pressés de reconstruire leurs latrines lorsque leurs moyens d'existence sont prioritaires.

Un soutien insuffisant des autorités locales a également eu une incidence sur la dégradation de la situation en matière d'assainissement. La Direction régionale de l'eau et l'assainissement (DREA) reçoit des aides financières du ministère de l'Eau pour appuyer la construction d'installations sanitaires. La DREA mandate ensuite un tiers pour construire des latrines dans les villages qui sont proches de décrocher le statut FDAL ou qui ont déjà été déclarés FDAL et celui-ci y construit des latrines pour ceux qui sont identifiés comme étant les plus vulnérables. Toutefois, un manque de financement alloué aux services d'assainissement a fait que les toilettes qui sont construites sont des toilettes de fortune qui sont facilement endommagées au moment des pluies et le financement ne prévoit pas la réparation des toilettes endommagées.

Besoin de renforcer les processus ATPC. Si le processus ATPC encourage chacun à grimper sur l'échelle de l'assainissement, les latrines construites avec des matériaux localement disponibles ne sont pas très durables dans ces conditions. Les latrines s'effondrent soudainement et fréquemment durant les inondations et la nécessité d'explorer une révision de la stratégie ATPC pour tenir compte du risque climatique et promouvoir des latrines durables s'impose. Un mécanisme dans ce sens consiste à encourager les ménages à investir du temps et de l'argent dans la stabilisation des fosses – si les superstructures peuvent toujours être reconstruites, les fosses effondrées représentent une problématique plus complexe. Toutefois, l'accès à du bois résistant est de plus en plus limité en raison de la diminution de la brousse et du couvert végétal du fait de la désertification et des conditions sèches. Par ailleurs, l'adoption de sous-structures plus permanentes a des implications pour la gestion des boues de vidange en milieu rural.

Bien que certains ménages aient adopté les mécanismes d'adaptation évoqués plus haut, **beaucoup de ménages sont revenus à la défécation à l'air libre** dans chacun des quatre villages, indépendamment de leur niveau de progression dans l'obtention du statut FDAL. *« Lorsqu'il pleut, nos latrines s'écroulent. Les latrines qui s'effondrent sont innombrables. Nous avons une forêt, si tu veux te soulager, tu prends ton vélo et tu vas dans la brousse »,* affirme une personne interrogée issue du village où aucune intervention ATPC n'a encore eu lieu, alors qu'une personne issue d'un village ayant fait l'objet d'un déclenchement déclare : *« ... tu veux manger, tu veux aussi construire une latrine ; mais c'est quand tu as mangé que tu as besoin d'aller aux toilettes ».*

Il arrive que certains ménages refusent de partager leurs latrines avec d'autres voisins ou d'autres membres de la communauté. Les gens sont lassés de devoir constamment reconstruire leurs latrines et les femmes ont de plus en plus de tâches ménagères durant la saison sèche et la saison des pluies. Les gens préfèrent défendre leur sécurité alimentaire et leurs moyens d'existence plutôt que d'investir dans la réparation des toilettes.

Les **contraintes financières** empêchent souvent les populations de construire des structures de latrines plus robustes et de veiller au vidage des fosses à temps, ce qui complique les choses pour les praticiens qui souhaitent promouvoir des latrines plus durables. Lorsque les ménages peuvent investir, **les gens donnent la priorité à d'autres facteurs**, comme l'achat d'une moto ou d'un appareil, au lieu de réinvestir systématiquement dans la construction et l'entretien des toilettes.

6. Recommandations

Plusieurs recommandations sont ressorties des ateliers avec les praticiens de l'UNICEF Burkina Faso et le personnel du bureau régional ainsi que les chercheurs de l'IRSS, l'ISF-UTS et la SLH. Elles ont été identifiées sur la base de divers programmes intersectoriels dans la région, en explorant ce qui a donné de bons résultats avec la programmation en cours et diverses options envisageables compte tenu du contexte programmatique dans la région de l'Est.

- **Renforcer l'assainissement devrait être une priorité au niveau des ménages et des communautés** : l'étude révèle que même lorsqu'un ménage dispose des ressources nécessaires, le financement et l'investissement dans l'assainissement ne sont pas une priorité. Il est crucial de renforcer l'importance de l'assainissement – notamment dans les conditions non hygiéniques créées au lendemain d'un aléa climatique – en encourageant les ménages à considérer leurs toilettes comme une extension de leur maison et en établissant un lien avec la façon dont cela affecte leur quotidien pour faire en sorte que les ménages donnent la priorité à l'entretien des latrines ; cela contribuera aussi à motiver les populations lorsqu'elles sont trop lassées pour réinvestir dans des installations hors service. Cela permettra également de veiller à ce que les personnes qui ont des fonds disponibles choisissent de consacrer de l'argent à l'entretien des latrines et au maintien de l'accès à l'assainissement afin de se protéger des effets des aléas climatiques.
- **Intégrer les facteurs de risque climatique et les adaptations dans les interventions en cours portant sur l'assainissement** : inclure des questions dans le déclenchement, les marches-transects et divers aspects de la chaîne d'assainissement, y compris la conception initiale des latrines, leur fonctionnement et leur entretien, afin d'explorer les facteurs de risque climatique et les adaptations éventuelles. Par exemple, en donnant la priorité au besoin de trouver du bois résistant pour stabiliser les fosses ou en choisissant des emplacements qui soient moins en butte aux inondations (tout en restant accessibles). Renforcer les capacités des facilitateurs afin d'encourager les questions ayant trait au changement climatique. Promouvoir la construction de systèmes de drainage autour des latrines pour éviter l'effondrement des fosses et aider les ménages à prendre l'habitude de réserver du temps pour inspecter et consolider les latrines avant la saison des pluies.
- **Préparer des orientations spécifiques au niveau de la commune (ou territorial)** : appliquer des principes de programmation territoriale pour élaborer des consignes renfermant des indicateurs/caractéristiques clés ou des typologies de communautés qui identifient les défis et les recommandations pour des interventions sensibles au climat. Par exemple, comment les communautés sont-elles impactées par les aléas climatiques et quelles sont les conditions qui peuvent faciliter la mise à l'échelle ? Des consignes territoriales pourraient aussi aider à comparer les performances au niveau des communes afin d'identifier les interventions les plus efficaces.
- **Faciliter la collaboration intersectorielle** : la collaboration intersectorielle entre les ministères de l'Eau, de l'Assainissement, de la Santé et de l'Environnement permettra une réflexion plus holistique et un plaidoyer pour identifier l'impact des aléas climatiques sur l'assainissement et l'ensemble des besoins de développement. Cela permettra de s'attaquer aux effets indirects sur l'assainissement au niveau national et infranational.
- **S'appuyer sur les réseaux de soutien communautaires existants pour accroître la durabilité des latrines** : les programmes antérieurs relatifs aux moyens d'existence se sont penchés sur le financement communautaire pour s'attaquer aux problèmes. De même, il faut envisager d'impliquer l'Association villageoise d'épargne et de crédit et d'autres systèmes existants de mobilisation des fonds pour l'assainissement et l'hygiène. Cela pourrait inclure le fait de permettre aux ménages et aux

groupes communautaires d'investir dans une transition lente vers des matériaux plus robustes de construction de latrines.

- **S'appuyer sur les atouts de l'ATPC et la participation communautaire** : rassembler la population, lui demander de réfléchir, mobiliser la communauté afin de consolider la demande et d'accroître son appréciation de l'importance que revêt l'assainissement sont autant d'approches qui peuvent constituer un point d'accès pour prendre en compte d'autres besoins au niveau communautaire en matière de climat et d'assainissement. Une meilleure appréciation des réalités locales et des expériences vécues permettra des interventions plus ciblées.
- **Envisager d'autres méthodes là où c'est nécessaire** : au lieu d'utiliser systématiquement l'ATPC, il faut d'abord évaluer les défis relatifs au climat qui doivent être pris en compte et les meilleures méthodes pour le faire. Se demander pourquoi l'ATPC est approprié – la communauté n'a-t-elle jamais fait l'objet d'un déclenchement ? Le changement de comportement est-il la principale difficulté ou y a-t-il d'autres vulnérabilités existantes – et prévues ? Se demander si le financement ou les approches fondées sur le marché pourraient venir compléter l'ATPC afin de renforcer la demande pour des latrines plus robustes et garantir l'accès à ces installations. D'autres méthodes de soutien non fondées sur le marché, telles que la formation des maçons du village pour garantir l'entretien périodique des toilettes et la construction de systèmes de drainage autour des latrines pour empêcher l'effondrement des fosses, ainsi que d'autres méthodes de soutien localement pertinentes pour les infrastructures d'assainissement pourraient aussi être mobilisées. Cela pourrait également être étendu aux ménages afin de renforcer les capacités pour garantir le fonctionnement et l'entretien fréquents et réguliers des infrastructures physiques.

7. Discussion et conclusions

Les aléas climatiques ont des effets transversaux sur le quotidien des populations de la région de l'Est du Burkina Faso. Ces effets sont exacerbés par les activités humaines comme l'utilisation d'engrais à base de produits chimiques dans l'agriculture et une exhaure excessive à partir des puits de forage. Dans ce contexte, l'endommagement des infrastructures des ménages et des latrines ainsi que la perte des options de subsistance décuplent la vulnérabilité et le stress des ménages. Cela débouche souvent sur des besoins concurrents qui font que les ressources financières ont moins de chances d'être utilisées pour la reconstruction et l'utilisation continue des latrines. Les aléas répétés provoquent un phénomène de lassitude et réduisent la motivation à reconstruire les installations, ce qui entraîne une régression et une utilisation partielle des services.

La programmation a besoin de tenir compte des risques liés au climat pour progresser, en réfléchissant au-delà d'un accès à un assainissement amélioré. Cela englobe non seulement des latrines plus robustes et plus durables, mais aussi la priorisation constante de l'accès à un assainissement sans risque et son utilisation durant et après les chocs climatiques ainsi que l'identification de moyens de réduire les vulnérabilités à long terme.

Il faut des solutions propres au contexte pour construire des communautés FDAL résilientes au climat : le renforcement des capacités pour rendre les installations facilement réparables, l'adoption de comportements pour l'utilisation et l'entretien, et la priorisation des budgets et des investissements en faveur du maintien des comportements d'assainissement. Cela pourrait nécessiter une combinaison de réponses qui s'inscrivent en complément des interventions existantes et peuvent renforcer la programmation dans ces domaines. Par ailleurs, les effets du changement climatique remettent en cause les résultats durables en matière d'assainissement et les recommandations actuellement dégagées des recherches sur la durabilité restent pertinentes avec l'augmentation des aléas climatiques. La programmation actuelle peut aussi s'appuyer sur des méthodes

de travail intersectorielles, puisque les effets du changement climatique sont transversaux et affectent de multiples facettes du quotidien des populations. Certains secteurs (moyens d'existence, agriculture) peuvent être plus en avance que d'autres dans leur réflexion.

Tous ces défis interviennent dans un contexte plus large de programmation de l'assainissement au Burkina Faso, où il existe un manque de personnel et une irrégularité dans les dotations budgétaires destinées aux services d'assainissement. Des solutions et des méthodes de travail créatives seront requises pour surmonter ces obstacles. Une telle approche pourrait passer

par une mobilisation participative continue des communautés, ainsi qu'à différents niveaux des pouvoirs publics, afin d'identifier les effets du changement climatique et d'acquiescer une appréciation plus fine des réalités locales sur laquelle baser des solutions. Un apprentissage et un partage constants avec des partenaires au sein des différentes régions et entre elles pour échanger sur les bonnes pratiques et les interventions et adaptations réussies, la documentation de l'apprentissage et l'acquisition d'un référentiel de données probantes sont autant de choses qui peuvent contribuer à identifier des moyens d'adapter la programmation face à un climat en constante mutation.

Remerciements

Cette *Note d'apprentissage de la SLH* s'appuie sur des recherches et des ateliers dirigés par la Sanitation Learning Hub avec des partenaires de l'IRSS Burkina Faso, de l'UNICEF Burkina Faso, du bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WCARO) et l'Institute for Sustainable Futures University of Technology Sydney (ISF-UTS). Ruhil Iyer (SLH) a rédigé cette note avec Léa Pare Toe (IRSS) et le soutien de Jamie Myers, Mimi Coultas et Naomi Vernon (SLH). Nous adressons nos sincères remerciements à tous ceux qui ont contribué à l'apprentissage reflété dans cette note en participant aux recherches, aux ateliers et à la revue documentaire.

En particulier :

pour l'IRSS Burkina Faso : Eulalie Zongo, Hassane Lido, Mariam Sogodogo

pour l'UNICEF Burkina Faso : Daphney Richardson, Yagouba Diallo et Karim Savadogo, Isabelle Marie Toni

pour l'UNICEF WCARO : JollyAnn Maulit, Dawda Jawda, Olivier Siejadji

pour l'ISF-UTS : Jeremy Kohlitz, Avni Kumar et Juliet Willetts

À propos des auteurs

Ruhil Iyer est attachée de recherches à la Sanitation Learning Hub ; elle est spécialisée en apprentissage et recherche-action participatifs dans le secteur de l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Le parcours universitaire de Ruhil couvre les sciences sociales et les recherches liées au développement.

Dr. Léa Pare Toe a obtenu son doctorat en anthropologie/sociologie à l'Université d'Aix-Marseille 2 en France. Ses recherches doctorales lui ont permis de se spécialiser dans l'analyse socio-anthropologique des problèmes de santé en Afrique, et plus particulièrement les maladies vectorielles. Elle s'est beaucoup intéressée à la recherche sur le paludisme d'un point de vue anthropologique. Auteure de plusieurs publications depuis 2000, elle s'est penchée sur des

questions touchant à la représentation sociale du paludisme en lien avec l'acceptation des moyens de contrôle développés par les sciences et technologies. Récemment, elle s'est tournée vers le domaine de l'assainissement et a mené avec succès des recherches sur le changement climatique et l'assainissement rural dans l'est du Burkina Faso.

Références

Banque mondiale (2017) World Development Indicators 2017, Washington, DC : Banque mondiale, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/26447> (consulté le 1^{er} août 2022)

Banque mondiale (s.d.) Climate Change Knowledge Portal, Burkina Faso, <https://climateknowledgeportal.worldbank.org/country/burkina-faso/climate-data-projections> (consulté le 1^{er} août 2022)

GIEC (2021) *IPCC Sixth Assessment Report: Africa Regional Factsheet*, www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/factsheets/IPCC_AR6_WGI_Regional_Fact_Sheet_Africa.pdf (consulté le 1^{er} août 2022)

Kohlitz, J., Leahy, C., Chong, J., Soares, D., Ximenes, A., Neave, E., Guterres, I., Antoni, A., Pereira, M., Barbosa, P., Gomes, C., Mascarinas, L., ReisMangalaes, A., Ximenes, S., do Carmo, D., Weking, E., da Costa, L., Amaral, J., Pereira, M., Sequeira, L., Alves, D., Moniz, N. et Gero, A. (2020a) *Climate Change Response for Inclusive WASH: A Guidance Note for WaterAid Timor-Leste*, Sydney : ISF-UTS, <https://multisitstaticcontent.uts.edu.au/wp-content/uploads/sites/57/2021/01/25083448/Guidance-Note-CCRIW-TL-1.pdf> (consulté le 1^{er} août 2022)

Kohlitz, J., Megaw, T., Chong, J., Sugi, F., Palaipeni, P., Emanuel, Y., et al. (2020b) *Climate Change Response for Inclusive WASH: A Guidance Note for Plan International Indonesia*, Sydney : ISF-UTS, <https://multisitstaticcontent.uts.edu.au/wp-content/uploads/sites/57/2021/03/08190901/Guidance-Note-CCRIW-Indonesia-1.pdf> (consulté le 1^{er} août 2022)

Kohlitz, J. et Iyer, R. (2021) « Assainissement rural et changements climatiques : Mettre les idées en pratique » *Aux Frontières de l'assainissement : Innovations et Impressions 17*, Brighton IDS, DOI : 10.19088/SLH.2021.010 (consulté le 1^{er} août 2022)

OMS et UNICEF (2020) *Database of WASH in households: Burkina Faso*, <https://washdata.org/data/household#!/bfa>, Genève et New York : OMS et UNICEF (consulté le 1^{er} août 2022)

PNUD (s.d.) *Climate Change Adaptation: Burkina Faso*, www.adaptation-undp.org/explore/western-africa/burkina-faso (consulté le 1^{er} août 2022)



 /SanitationLearningHub
 @SanitationLearningHub
 @SanitationLearningHub

Citation correcte : Iyer, R. et Pare Toe, L. (2022)
« Effet des aléas climatiques sur les pratiques d'hygiène et d'assainissement en milieu rural au Burkina Faso », *Note d'apprentissage de la SLH 12*, The Sanitation Learning Hub, Brighton : IDS. DOI : 10.19088/SLH.2022.017

Première édition en 2022
© Institute of Development Studies 2022
Certains droits réservés – pour en savoir plus, voir la licence sur les droits d'auteur.
ISBN 978-1-80470-034-1

Pour obtenir un complément d'information, veuillez contacter : Sanitation Learning Hub, Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton, BN1 9RE, Royaume-Uni
Tél : +44 (0)1273 606261
Courriel: SLH@ids.ac.uk
Web: <https://sanitationlearninghub.org>

Le présent ouvrage est une publication en libre accès distribuée dans le cadre d'une licence internationale Creative Commons Attribution Pas d'utilisation commerciale 4.0 (CC BY-NC), qui autorise son utilisation, sa distribution et sa reproduction par tous moyens et sous tous formats, sous réserve d'en créditer la source et les auteurs, de signaler

toute modification ou adaptation et à condition que les travaux ne soient pas utilisés à des fins commerciales. <http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/legalcode> En cas de réemploi ou de distribution, vous devez indiquer clairement à autrui les conditions d'octroi de licence associées à ces travaux. Si vous utilisez ces travaux, vous êtes prié de faire mention du site web de la SLH (<https://sanitationlearninghub.org/>) et d'envoyer une copie de vos travaux ou un lien à leur utilisation en ligne à l'adresse suivante : The Sanitation Learning Hub, Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton, BN1 9RE, Royaume-Uni (SLH@ids.ac.uk). Toutes les photos figurant dans cette publication ont fait l'objet d'une autorisation au moment de leur prise et leur utilisation est pleinement consentie.



Le présent document a été financé par l'Agence suédoise pour le développement international, Sida. La Sida ne partage pas nécessairement les avis exprimés dans ce document. La responsabilité pour son contenu incombe exclusivement aux auteurs.

